

Salaires : le dossier n'est pas clos !

Les mesures de 2023 n'ont même pas permis de rattraper les pertes de pouvoir d'achat de ces 15 dernières années. La prime d'attractivité conduit à un aplatissement de nos carrières : **il faut 17 ans pour gagner 400 euros de plus**. Par ailleurs, le ministère fait de la classe exceptionnelle un système opaque et arbitraire dans lequel aucune contestation n'est possible. Enfin l'**arnaque du Pacte** est confirmée : attaque contre le statut, charge de travail sans revalorisation et illusion du remplacement.

Le SNES-FSU exige :

- ▶ l'**abandon du Pacte** et le transfert des sommes prévues sur des mesures sans contreparties.
- ▶ une **augmentation immédiate de 10 % du point d'indice** et un plan pluriannuel de rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et une revalorisation des carrières.
- ▶ une augmentation des salaires des AED et des AESH et un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH.

Conditions de travail : alerte !

Classes surchargées, vies scolaires sous tension, inclusion sans moyens suffisants... le quotidien des personnels est rendu impossible par les choix politiques. Pour la rentrée 2024, aucune création de postes de CPE ou d'AED ! Quant aux créations d'emplois d'enseignant-es, elles sont orientées vers la mise en place des lubies ministérielles dans le cadre du choc des savoirs : des groupes de niveaux qui sont un leurre et ne permettront pas de sortir des difficultés que les personnels rencontrent au quotidien pour faire réussir tous les élèves.
60 suppressions de postes dans l'académie.

Le SNES-FSU exige :

- ▶ une **diminution des effectifs dans les classes** : pas plus de 24 élèves par classe en collège (20 en Éducation prioritaire), 25 élèves par classe en seconde et pas plus de 30 en 1ère/terminale.
- ▶ des **créations d'emplois** à hauteur des besoins avec un plan pluriannuel de recrutement (il faut 11543 emplois pour retrouver le taux d'encadrement de 2017).

Nous faisons l'École, faisons-nous entendre !

- ⊗ Notre quotidien : les classes les plus chargées d'Europe, des classes sans professeurs, des AESH toujours dans la précarité, des vies scolaires seules face au fléau du harcèlement en milieu scolaire...et pourtant, nous tenons l'École publique au quotidien.
- ⊗ Le discours du ministre : un projet passéiste et conservateur (uniforme, choc des savoirs), des annonces médiatiques hors-sol...
- Nous faisons l'École, exigeons des personnels mieux payés, respectés, protégés, des conditions de travail et d'étude améliorées.

**A l'appel de l'intersyndicale nivernaise, toutes et tous en grève le 1er février.
manifestations à 14h30 devant la DSDEN à Nevers**